

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 04/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AUCHAN SAMADOC

Chemin départemental n°161
BP 16
78370 Plaisir

Code AIOT : 0006503431

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2023 dans l'établissement AUCHAN SAMADOC implanté Chemin Départemental n°161, à Plaisir (78370). L'inspection a été annoncée le 06/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection vise uniquement le contrôle de l'hypermarché, sans prendre en compte la galerie marchande du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUCHAN SAMADOC
- CD 161 78370 Plaisir
- Code AIOT : 0006503431
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'hypermarché Auchan de Plaisir est l'un des plus grands centres commerciaux du département. Il dispose à la fois du supermarché et d'une galerie marchande comprenant de nombreuses enseignes dans divers secteurs d'activité.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Les moyens de lutte contre l'incendie ;

- Les différents registres (stocks, déchets, fluides frigorigènes, etc) ;
- Les stocks de produits dangereux et fluides.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 2 | Vérification des installations électriques | Arrêté Ministériel du 23/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2221 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ci-après dénommé « AMPG 2221 à E », article 17 | Lettre de suite préfectorale | 2 mois |
| 3 | Vérification périodique des outils de production | Arrêté Ministériel du 23/03/2012 (AMPG 2221 à E), article 23 | Lettre de suite préfectorale | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 23/03/2012 (AMPG 2221 à E), article 14 | Sans objet |
| 4 | Aménagement et organisation du stockage | Arrêté Ministériel du 04/08/2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 à compter du 25 octobre 2018), ci-après dénommé « AMPG 1185 à D », Annexe I, article 2.4 | Sans objet |
| 5 | État des stocks de fluides | Arrêté Ministériel du 04/08/2014 (AMPG 1185 à D), Annexe I, article 3.3 | Sans objet |
| 6 | Prévention des fuites de fluides | Arrêté Ministériel du 04/08/2014 (AMPG 1185 à D), Annexe I, article 6.a | Sans objet |
| 7 | Registre déchets et Trackdéchets | Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43 | Sans objet |
| 8 | Connaissance des produits et étiquetage | Arrêté Ministériel du 03/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--------------------------------|---|-------------------|
| | | protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910, ci-après dénommé « AMPG 2910 à D » Annexe I, article 3.3 | |
| 9 | Registre produits dangereux | Arrêté Ministériel du 03/08/2018 (AMPG 2910 à D), article Annexe I, article 3.5 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de ce site est réalisée avec sérieux, notamment en matière de risque incendie.

Quelques manquements sont à noter, principalement au sujet des différents contrôles périodiques (électrique et équipements de production). L'exploitant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour pallier à ces manquements, et veiller à avoir un suivi efficace des interventions réalisées sur ces installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012 (AMPG 2221 à E), article 14 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie |
| <p>Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8 ; • d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et doit permettre de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; • d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> |

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p>L'équipe d'inspection constate que l'installation est dotée :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'une ligne téléphonique directe vers le centre de secours de proximité, permettant de les alerter en cas de besoin. L'exploitant indique que celle-ci est testée tous les matins ; de 17 poteaux incendie et de 7 colonnes sèches, qui ont fait l'objet d'un contrôle périodique le 14 novembre 2023. Les poteaux d'incendie ont fait l'objet d'un test de débit en simultané le 21 juin 2023, avec un débit de 60m³/h pour une pression de 1 bar ; de nombreux extincteurs, qui ont fait l'objet d'un contrôle périodique le 20 février 2023. Aucune non-conformité n'a été relevée. Les extincteurs qui devaient être changés l'ont été immédiatement, puisque le site dispose d'un parc d'extincteurs ; d'un système de sprinklage, qui est testé une fois par semaine par l'équipe de sécurité du magasin. L'exploitant indique que ce dispositif fait également l'objet d'un contrôle annuel par un prestataire extérieur. <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan des locaux indiquant, pour chaque zone, les dangers potentiels. Mais, par un courriel du 27 novembre 2023, il transmet un plan des locaux conforme à la prescription sus-visée.</p> <p><u>Conclusion :</u></p> <p>Ce point de contrôle n'appelle aucune remarque ou observation de la part de l'Inspection des installations classées.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
|--|

N° 2 : Vérification des installations électriques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012 (AMPG 2221 à E), article 17 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le rapport de vérification des installations électriques numéroté 10325563/164.3.1.R. Le contrôle a été réalisé du 19 au 22 juin 2023. Ce rapport relève de nombreuses non-conformités, mineures pour la majorité. Il indique qu'il dispose d'un logiciel de suivi des interventions, nommé CGMA. L'équipe d'inspection constate que le logiciel est difficile à comprendre : les points ayant fait l'objet d'une non-conformité dans le rapport de vérification sont tous notés comme résolus. Pourtant, en cliquant sur un des points, il ressort qu'il n'a pas été rectifié.</p> <p><u>Conclusion :</u></p> <p>L'exploitant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer un suivi fiable des interventions électriques réalisées sur son site.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 3 : Vérification périodique des outils de production

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012 (AMPG 2221 à E), article 23 |
| Thème(s) : Autre, Vérification périodique des outils de production |
| Prescription contrôlée : [...] II. — Contrôle de l'outil de production. Sans préjudice de la réglementation relative aux équipements sous pression, l'outil de production (réacteur, équipement de séchage, équipements de débactérisation/stérilisation, appareil à distiller, condenseurs, séparateurs et absorbeurs, chambre de fermentation ou tempérée, fours, cuiseurs, tunnels de cuisson, autoclaves, friteuses, cuves et bacs de préparation...) est régulièrement contrôlé conformément aux préconisations du constructeur de cet équipement. Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. |
| Constats : L'exploitant présente le registre relatif au contrôle périodique des équipements à gaz, qui est numéroté 10325563/179.3.1.R. Ce contrôle a été réalisé le 12 septembre 2023. Une non-conformité a été relevée, il s'agit de fuites de gaz au niveau des brûleurs à gaz de la boulangerie et de la chaufferie. Ce constat avait déjà été fait en 2022. Aucune mesure ne semble avoir été prise pour y pallier. L'exploitant présente également le registre n°10325563/177.3.1.R relatif au contrôle périodique des appareils de cuisson. Ce contrôle a été réalisé le 13 septembre 2023 et ne relève aucune non-conformité. <u>Conclusion :</u> L'exploitant doit prendre en compte le constat qui a été fait par le prestataire extérieur en 2022 et en 2023 concernant le contrôle périodique des équipements à gaz, et prendre toutes les mesures nécessaires pour faire cesser le manquement. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 4 : Aménagement et organisation du stockage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014 (AMPG 1185 à D), Annexe I, article 2.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement et organisation du stockage |
| Prescription contrôlée : Les locaux ou les aires de stockage sont aménagés et organisés en fonction des risques présentés par les substances ou préparations stockées. Des emplacements prédéterminés sont aménagés pour le positionnement au sol. Toutes dispositions sont prises pour éviter leur chute et les chocs. Les conditions de stockage permettent de maintenir les récipients à l'abri de toute source d'inflammation. Les aires de stockage sont indépendantes des aires de chargement et de déchargement. Elles sont agencées de manière à permettre une circulation aisée, tant pour l'exploitation normale que pour une intervention rapide. En l'absence de rayonnage en rack, les aires de stockage sont parfaitement identifiées au sol. |
| Constats : L'exploitant indique que les seuls stockages dont il dispose sont des bonbonnes de CO ₂ en petite quantité. Lorsqu'il est nécessaire de changer certains fluides frigorigènes, le prestataire intervient avec son matériel personnel. <u>Conclusion :</u> Ce point de contrôle n'appelle aucune remarque ou observation de la part de l'Inspection des installations classées. |

| |
|--|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|--|

N° 5 : État des stocks de fluides

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014 (AMPG 1185 à D), Annexe I, article 3.3 |
|--|

| |
|---|
| Thème(s) : Autre, État des stocks de fluides |
|---|

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.

Constats :

L'exploitant présente un inventaire des équipements et stockages fixes contenant des fluides frigorigènes. Il indique qu'il dispose de deux grandes installations fonctionnant au CO2, ainsi que six petites installations au niveau du Drive fonctionnant au R404 et R134, et des systèmes de climatisation répartis sur l'ensemble du site.

Ce tableur indique la nature, la localisation et la quantité de fluide présent dans chacune des installations.

Conclusion :

Ce point de contrôle n'appelle aucune remarque ou observation de la part de l'Inspection des installations classées.

| |
|--|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|--|

N° 6 : Prévention des fuites de fluides

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014 (AMPG 1185 à D), Annexe I, article 6.a |
|--|

| |
|---|
| Thème(s) : Autre, Prévention des fuites de fluides |
|---|

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les mesures préventives réalisables afin d'éviter et de réduire au minimum les fuites et émissions de fluides.

Constats :

L'exploitant indique que des recherches de fuites sont réalisées semestriellement par un prestataire extérieur.

Il ajoute que chaque installation de fluides frigorigènes dispose d'un détecteur de niveau intelligent, calculant le poids de l'installation de fluides frigorigènes. Des alarmes optiques et sonores sont également présentes dans la zone CO2, ce qui évite qu'une personne n'entre dans le local en cas de fuite.

Conclusion :

Ce point de contrôle n'appelle aucune remarque ou observation de la part de l'Inspection des installations classées.

| |
|--|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|--|

N° 7 : Registre déchets et Trackdéchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43 |
|---|

| |
|---|
| Thème(s) : Autre, Registre déchets et Trackdéchets |
|---|

Prescription contrôlée :

I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est

conservé pendant au moins trois ans.

[...]

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « registre national des déchets », dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;

2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;

3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;

4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;

5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.

À compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

Constats :

L'équipe d'inspection constate que l'exploitant utilise le logiciel Trinov, relié à Trackdéchets, pour répertorier la vie de ses déchets. Ce logiciel reprend l'ensemble des éléments chronologiques, de la production du déchet à son élimination. En revanche, l'exploitant ne bénéficie pas de compte Trackdéchets à son niveau, l'accès à cette plateforme étant centralisé au siège de l'entreprise.

L'Inspection des installations classées note également que le registre informatisé, visé au II°, alinéa 7 de l'article R. 541-43 du code de l'Environnement, n'est pas tenu, puisque l'exploitant n'a pas d'accès à Trackdéchets. Elle constate que le collecteur des déchets s'identifie comme producteur initial des déchets sur les bordereaux de suivi des déchets et transmet aux différents exploitants chez qui il a récolté les déchets un cerfa, annexé au bordereau, précisant la quantité de déchets collectés chez chacun des exploitants. En somme, il établit un bordereau de regroupement de déchets, sans qu'un bordereau classique n'ait été établi par les producteurs initiaux des déchets.

Néanmoins, par un courriel du 30 novembre 2023, l'exploitant indique à l'Inspection des installations classées qu'il a demandé et obtenu auprès du siège de la société, un compte Trackdéchets qu'il peut gérer lui-même pour le site dont il est responsable. Il transmet, par courriel, des captures d'écran de son compte Trackdéchets.

Conclusion :

Ce point de contrôle n'appelle aucune remarque ou observation de la part de l'Inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Connaissance des produits et étiquetage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018 (AMPG 2910 à D), Annexe I, article 3.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des produits et étiquetage |
| Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du Travail, l'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges chimiques dangereux. |
| Constats : L'exploitant indique qu'il ne dispose d'aucun produit dangereux dans son installation, hormis ceux qui sont proposés à la vente (javel, liquides combustibles de chauffage, huiles, etc). Aucun stockage de produits dangereux n'est présent aux abords de la chaufferie, qui est située dans un local isolé. <u>Conclusion :</u> Ce point de contrôle n'appelle aucune remarque ou observation de la part de l'Inspection des installations classées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Registre des produits dangereux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018 (AMPG 2910 à D), Annexe I, article 3.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Registre produits dangereux |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus et de combustibles consommés, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. Les matières dangereuses non nécessaires à l'exploitation ne sont pas stockées dans les locaux abritant les appareils de combustion. |
| Constats : L'exploitant présente un tableau Excel dans lequel sont entrées mensuellement les données relatives à la quantité de gaz consommé sur le site. Il indique qu'il n'existe aucune cuve de gaz sur le site, celui-ci étant alimenté en gaz par le réseau de gaz de ville. <u>Conclusion :</u> Ce point de contrôle n'appelle aucune remarque ou observation de la part de l'Inspection des installations classées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |